

## Portugal

Le Portugal, officiellement la République portugaise, est un pays se situant en Europe du Sud, dans la zone occidentale de la péninsule ibérique, délimité au nord et à l'est par l'Espagne et au sud et à l'ouest par l'océan Atlantique. C'est le pays le plus occidental de l'Europe continentale. Il comprend également les archipels des Açores, de Madère et des Berlengas, situés dans l'hémisphère Nord de l'océan Atlantique.



### Carte d'identité

---

<b>Pays</b>	Portugal
<b>Capital</b>	Lisbonne
<b>Superficie</b>	91 946 km <sup>2</sup>
<b>Population</b>	11 317 192 hab.
<b>Densité de population</b>	122 89 hab./km <sup>2</sup>
<b>Etat</b>	République parlementaire
<b>Président</b>	Aníbal Cavaco Silva
<b>Langue officielle</b>	Le portugais
<b>Monnaie</b>	Euro (EUR)
<b>Climat</b>	Atlantique et continental
<b>Religions</b>	Le catholicisme
<b>Fuseaux horaires</b>	UTC +0 / UTC + 1
<b>Préfixe téléphonique</b>	+351
<b>Domaine Web</b>	.pt

## Situation Géographique

Le Portugal, d'une surface de 91 906 km<sup>2</sup>, est situé à l'extrême sud-ouest du continent européen, à l'ouest de la péninsule Ibérique. Avec une longueur d'environ 560 km et une largeur de quelque 220 km, le Portugal partage sa frontière à l'est avec l'Espagne, sur plus de 1 200 km. Les forêts représentent moins de 36 % du territoire.

Les plus grands fleuves du Portugal sont le Douro, qui se jette dans l'Atlantique à Porto, le Tage, dont l'embouchure est à Lisbonne, et le Guadiana, en frontière avec l'Espagne. On trouve aussi le Minho au nord et le Mondego au centre. Le Tage, fleuve mythique, marque une frontière naturelle entre le Nord et le Sud.

Au nord, le relief est assez accidenté, avec de nombreuses chaînes de montagnes qui découpent le pays, comme la serra da Estrela, dont la Torre, un sommet de 1 993 m, serait le point culminant du pays s'il n'y avait le volcan Pico Alto (2 351 m), sur l'ilha do Pico, dans les Açores.

Au sud du Tage, plaines et collines courent jusqu'à l'océan, surtout au bas de l'Alentejo entre Évora et Beja, sur cette « plaine dorée » qui fait frontière avec l'Espagne et l'Algarve. Sur le littoral, les côtes sont escarpées, érodées, mais on trouve tout de même de petites dunes et des plages de sable fin.



## Histoire

---

Le Portugal, dernier des six principaux États chrétiens fondés dans la péninsule Ibérique pendant le Moyen Âge, est le seul à avoir conservé son indépendance aux temps modernes. À la différence des royaumes plus anciens du León, de Castille, de Navarre et d'Aragon, ainsi que de l'ancien comté de Barcelone, il n'a pas été incorporé dans l'État, d'abord fragile, mais néanmoins durable, qui est devenu l'Espagne. L'originalité de l'évolution du Portugal depuis le XIIe siècle ne peut être attribuée ni à son histoire antérieure, ni à l'origine des groupes de population qui l'ont constitué, ni à sa composition géographique, mais plutôt à des facteurs historiques, en particulier au rôle clé de certains personnages et à la succession de quelques événements majeurs qui ont joué un rôle considérable dans l'émergence de cette nouvelle nation. Ainsi, le Portugal – «domaine où la terre finit et où la mer commence», a dit Camões – est une entité propre, et cela dès l'Antiquité.

### **La période pré nationale**

Géographiquement, toutes les régions du Portugal continental, excepté une partie relativement petite du centre-ouest du pays, peuvent être considérées comme des extensions des régions voisines de l'Espagne. En ce qui concerne la population, il en fut de même pendant toute la durée du Paléolithique, du Néolithique, de l'âge du bronze et de l'âge du fer. Au tout début de l'histoire de la péninsule Ibérique, les entités politiques permanentes qui tentèrent de s'imposer consistaient en un État du nord-ouest comprenant le Portugal du nord et la Galice espagnole, et un État du sud-ouest, réunissant le Portugal du centre et du sud, l'Estrémadure espagnole et l'ouest de l'Andalousie.

### **Les origines**

Au début de l'âge du bronze, on pouvait déjà distinguer une zone sud de peuplement, centrée sur l'Algarve et l'Alentejo, et une zone nord située au-dessus du Mondego. Bien que l'arrivée des Celtes et des Ibères, au début de l'âge du fer, ait agi comme un facteur d'homogénéisation, comme le firent également les cinq siècles de domination romaine, les évolutions ethniques du Nord et du Sud ne devinrent pas identiques avant le XIIIe siècle. Ainsi, seul le Sud fut touché par la colonisation phénicienne et grecque, tandis que, dans le Nord, se développait une culture celte, fondée sur l'installation de populations sur des hauteurs fortifiées – les *castros*.

### *La domination romaine*

La côte sud, colonisée par les Phéniciens, passa sous le contrôle des Carthaginois dans les années 230 et 220 av. J.-C., et ne fut conquise par Rome que lors de la seconde guerre punique (218-201 av. J.-C.). Les Lusitaniens – peuple d'origine celtique – dirigent alors la

résistance contre Rome, sous le commandement de Viriathe (ou Viriato), chef légendaire d'une confédération lusitanienne. Ce n'est qu'après l'assassinat de ce dernier, en 139 av. J.-C., que Rome put exercer son hégémonie sur le pays tout entier. Ainsi, peu à peu, entre 147 et 60 av. J.-C., la Lusitania (nom donné par les Romains à ce territoire) se vit imposer une administration, une langue et des techniques entièrement romaines.

En 27 av. J.-C., l'Hispania Ulterior fut divisée en deux provinces, de part et d'autre du Guadiana: la Lusitania au nord, la Baetica au sud. En 297 apr. J.-C., l'empereur Dioclétien créa la Gallaecia, province autonome ayant pour centre Bracara (Braga). La division est-ouest (Lusitania-Baetica) se doubla alors d'une opposition interne, nord-sud, avec cette fois le Douro pour frontière. Les unités administratives romaines tendirent à reconnaître cette division, en séparant les *Callaici* du Nord des *Lusitani* du Sud et du Centre; cette distinction est restée une composante permanente de l'histoire du Portugal.

Au début du Ve siècle, les choses évoluèrent rapidement, comme dans tout l'Empire romain d'Occident. Dès 411, les Suèves, peuple d'origine germanique, déferlèrent sur la Gallaecia, dont ils restèrent les seuls maîtres en 419. Trois siècles s'écoulèrent donc entre la fin de la domination romaine et la conquête musulmane de 711.

Jusqu'en 590 environ, la période fut caractérisée par des luttes territoriales entre les différentes tribus germaniques et par différents degrés d'assimilation entre elles et la population hispano-romaine autochtone. Cette phase prit fin avec la destruction du royaume du Suève Andeca par les Wisigoths (585), qui abandonnèrent l'arianisme au profit du catholicisme (589). Entre 590 et 711, la monarchie wisigothique centralisée, qui prédominait alors sur toute la péninsule, perdit progressivement l'appui à la fois du petit peuple et de la noblesse, ce qui explique que les conquérants musulmans ne rencontrèrent quasiment aucune opposition.

### La période musulmane

L'influence ethnique et culturelle des musulmans fut beaucoup plus importante dans le centre et le sud que dans le nord du pays, qu'ils ne dominèrent jamais vraiment et colonisèrent à peine. La perte définitive du Nord au profit des chrétiens parlant galégo-portugais commença vers 860, à peine cent cinquante ans après sa conquête initiale. Au contraire, dans l'extrême Sud, les caïds musulmans maintinrent leur domination pendant plus de cinq siècles, jusqu'en 1249, sur une population essentiellement de culture mozarabe.

Les musulmans, qui avaient initialement installé des garnisons dans tout le pays, se retirèrent, dans les années 750, vers le Centre et le Sud, plus urbanisés et développés sur le

plan économique, en renonçant à toute tentative de contrôle permanent et de colonisation de la région située au nord du Mondego. Le nouveau royaume wisigothique qui émergea de ce bouleversement général n'était toutefois pas assez fort pour soumettre cette région du Mondego-Minho; les centres en étaient situés en Galice espagnole et dans les Asturies, de sorte que le Portugal du nord resta, pendant plus d'un siècle, une sorte de no man's land. Ce vide commença à se remplir dans le dernier tiers du IXe siècle, tandis que l'État musulman traversait une crise interne qui permit au royaume chrétien, sous le règne d'Alphonse III, d'annexer (868) la partie Minho-Douro de la région contestée, appelée «*territorium portugalse*» (d'après le nom de l'ancienne ville romaine de Portu Cale, sur le site de l'actuelle Porto). La partie comprise entre le Douro et le Mondego resta l'objet de litiges pendant deux siècles encore, jusqu'à ce que la désintégration du califat de Cordoue (1031) permît sa reconquête définitive par les chrétiens (1057-1064).

Pendant la plus grande partie de cette dernière période, le territoire portugais fut administré par une seule famille, en tant que comté dépendant du royaume de León. Certains mouvements, visant à l'autonomie, commencèrent à émerger progressivement, et constituèrent une base indispensable à l'établissement d'un État portugais séparé, entre 1109 et 1143.

### **Naissance du royaume**

Alphonse VI de Castille et de León, qui avait marié une de ses filles à Henri de Bourgogne, nomma celui-ci comte de Portugal en 1096. Henri, devenu dom Henrique, reçut en fief les gouvernements du Portugal (Entre-Douro-e-Minho) et de Coimbra (entre le Douro et le Mondego); soutenu par ses barons et son clergé, il se trouva à l'origine d'une politique de semi-indépendance pendant la longue guerre civile qui se déroula dans le León, après la mort d'Alphonse VI (1109).

Teresa, après la mort de Henri survenue en 1114, poursuivit tant bien que mal la même politique jusqu'en 1127. Enfin, leur fils, Alphonse-Henri (Afonso Henriques), revendiqua dès lors ouvertement le titre de roi; avec l'appui de ses barons, il chassa sa mère (bataille de São Mamede, 1128) et entra en état de révolte permanente contre Alphonse VII de Castille et de León, qui dut accepter, en 1143 de le reconnaître comme roi du Portugal sous le nom d'Alphonse 1er Henriques. Quelques ambiguïtés subsistaient encore, mais elles furent résolues lorsque le León renonça à ses visées hégémoniques (1157), et que le pape reconnut le nouveau souverain (1179), ainsi que grâce aux extraordinaires qualités dont fit preuve Alphonse 1er Henriques au cours de son long règne.

### **La maison de Bourgogne**

Si c'est par sa lutte victorieuse contre le royaume du León que le roi-guerrier Alphonse Ier Henriques, héros de nombreux romans médiévaux, acquit d'abord sa renommée, il la consolida ensuite en combattant les musulmans. Une fois encore, c'est une crise interne chez ses ennemis – en l'occurrence, le conflit entre Almoravides et Almohades au cours des années 1140-1150 – qui favorisa cette nouvelle expansion du Portugal. La séparation du Portugal et du León fut donc immédiatement suivie d'une spectaculaire avancée vers le sud, qui permit d'atteindre Santarém puis Lisbonne en 1147. Bien que les acquisitions tout aussi spectaculaires des deux campagnes suivantes (1158-1159 et 1167-1169) ne pussent être conservées, la superficie du Portugal avait doublé, et sa frontière méridionale était désormais fermement établie sur le Tage.

Quatre faits politiques principaux caractérisent le siècle qui suivit le règne du fondateur de la dynastie :

1. La poursuite de la guerre contre les musulmans, d'abord de façon intermittente et sans parvenir à une conclusion, de 1179 à 1192, sous le règne du fils d'Alphonse Ier Henriques, l'habile Sanche Ier, avec qui son père avait commencé à partager le pouvoir dès 1172, puis, avec davantage de succès, après la grande victoire hispano-portugaise de Las Navas de Tolosa (1212). En 1249, avec la chute de l'Algarve, la reconquête portugaise était parvenue à son terme.
2. Bien que le conflit avec le León, réuni au royaume de Castille en 1230, s'apaisât, des contestations de frontière et la tentation, pour chaque royaume, de pêcher dans les eaux troubles de son voisin, aboutirent à une guerre intermittente.
3. L'alliance royale avec l'Église, qui s'était révélée si utile pour légitimer l'indépendance portugaise contre les ambitions du León et pour recruter des croisés étrangers contre les musulmans, commença à se relâcher à partir de 1201, lorsque Sanche Ier essaya d'asseoir son autorité sur cette institution, juste au moment où le pape Innocent III cherchait au contraire à étendre son pouvoir. La lutte anticléricale continua jusqu'en 1262, et les quatre souverains de cette période (Sanche Ier, Alphonse II, Sanche II et Alphonse III), furent tour à tour excommuniés.
4. Enfin, ce conflit se mêla souvent aux querelles de succession. Et si la transmission du pouvoir d'Alphonse Ier Henriques à Sanche Ier fut assez facile, plusieurs crises émaillèrent, en revanche, la transition vers chacun des quatre règnes suivants.

Menacée de façon récurrente, la monarchie centralisée survécut néanmoins à la fois aux conflits avec l'Église et aux querelles de succession, et tint aussi en échec les ordres militaires très puissants – Hospitaliers, Templiers, ordre de Calatrava – qui s'étaient développés lors des dernières phases de la Reconquista.

Durant cette période, il se fit un harmonieux mélange de la population mozarabe du Sud avec celle des conquérants du Nord. Des zones dépeuplées du fait de la guerre furent de nouveau colonisées; l'œuvre de Sanche Ier, surnommé «*o Povoador*» («le Colonisateur», le «Repeupleur») fut particulièrement remarquable dans ce domaine. L'évolution des structures gouvernementales progressa, grâce à la signature de nombreuses chartes accordant aux villes une certaine autonomie, à la création d'un Parlement tripartite et, en 1255, au transfert de la capitale de Coimbra à Lisbonne, sous le règne d'Alphonse III. D'importantes relations commerciales internationales furent établies après 1250, lorsque le contrôle des chrétiens s'accrut sur le détroit de Gibraltar et que l'essor économique de l'Italie et des Flandres transformèrent les somnolentes eaux portugaises en une florissante voie maritime.

La plupart des actions engagées portèrent pleinement leurs fruits pendant le long règne de Denis Ier (dom Dinis, 1279-1325). Celui-ci reçut le titre de *Rei lavrador* («roi laboureur») pour avoir encouragé le développement de nouvelles méthodes d'agriculture et lancé une importante politique de défrichage. La vie urbaine se mit aussi à prospérer, car il stimula le commerce intérieur en accordant à de nombreuses agglomérations le privilège de foires franches; il encouragea les échanges internationaux par des traités commerciaux et par la création d'une marine royale. Protecteur des lettres et des arts, Denis fonda l'université de Lisbonne (1290), transférée en 1307 à Coimbra, et imposa officiellement le portugais comme langue écrite en remplacement du latin. En plaçant sous la tutelle royale les ordres militaires, en limitant les possessions et les droits du clergé et de la noblesse, et par d'autres mesures administratives, il renforça le pouvoir royal. En politique étrangère, il chercha, par le jeu d'alliances matrimoniales, à mettre un terme au conflit avec la Castille.

### **Déclin et chute de la dynastie des Bourgogne**

La paix et la prospérité du règne de Denis se ressentirent des effets de la crise économique et sociale due à l'épidémie de peste noire qui ravagea toute l'Europe en 1348. Le consensus que Denis avait créé autour de la monarchie s'affaiblit dans la dernière partie du règne d'Alphonse IV (1325-1357): l'impossible amour de Pierre (dom Pedro), héritier du trône, pour la dame d'honneur de sa femme, Inès de Castro, conduisit à une série d'intrigues permanentes, au meurtre d'Inès (1355) et à la vengeance de Pierre Ier lors de son avènement au trône, en 1357. Des affaires de cœur minèrent encore davantage la stabilité dynastique, lorsque le fils de Pierre Ier, Ferdinand (dom Fernão), devenu roi en 1367, contracta un mariage honteux avec sa maîtresse déjà mariée, Éléonore Teles de Meneses (dona Leonor). L'agressivité de sa politique étrangère fut une des dernières causes de la chute de la dynastie des Bourgogne. En exprimant ses prétentions, et celles de son allié anglais, au trône de Castille momentanément fragilisé, Ferdinand déclencha contre ce

royaume, entre 1369 et 1382, trois guerres désastreuses. Il fut alors contraint de reconnaître les prétentions de Jean Ier de Castille et de León à sa succession sur le trône du Portugal – Jean de Castille étant marié à Beatriz, fille unique de Ferdinand. Mais la crise n'est pas que dynastique: les grands du royaume, dont la dynastie de Bourgogne s'est employée à contenir les ambitions, s'étaient alliés à la Castille et se virent bientôt dépassés par la petite bourgeoisie des villes. Enfin, l'impopularité de dona Leonor, qui devint régente à la mort de Ferdinand en 1383, permit aux opposants du projet d'union avec la Castille d'organiser un ample mouvement de résistance, conduit par dom João, fils illégitime de Pierre Ier et maître de l'ordre militaire d'Aviz. Ce mouvement chassa dona Leonor (1383) et, sous le commandement avisé de Nuno Alvares Pereira, écrasa définitivement les Castillans à Aljubarrota (1385), après avoir proclamé roi João de Aviz (Jean Ier).

### **Le temps de la splendeur**

Les deux siècles de gouvernement de la maison d'Aviz (1386-1580) vont marquer l'apogée de la puissance et du rayonnement du Portugal. Ce petit pays, dont le relatif éloignement des principaux centres de l'histoire européenne, et même ibérique, avait constitué une des clés de son indépendance, devint paradoxalement l'instrument dont allaient se servir les dynasties espagnoles et européennes pour créer des liens avec l'Afrique, l'Asie et l'Amérique.

### **La dynastie des Aviz**

Jean Ier, qui régna de 1385 à 1433, s'assura une grande popularité grâce au mouvement de caractère quasi nationaliste qui avait abouti à la victoire d'Aljubarrota, et s'attacha au rétablissement progressif du pays, après la crise sociale et économique qui avait sévi au XIVe siècle. Après que la paix eut enfin été rétablie avec la Castille en 1411, Jean Ier se lança dans une politique d'expansion vers les contrées situées juste au sud du Portugal. Un des axes de cette politique fut la reprise de la guerre contre les musulmans, par la conquête de Ceuta, au Maroc, en 1415. L'autre, à partir de 1419-1420, consista à lancer des expéditions maritimes pour occuper l'île déserte de Madère. Ces deux axes furent à la fois contradictoires et complémentaires. Pendant environ soixante-quinze ans, la conquête territoriale par des moyens traditionnels prédomina incontestablement dans les cercles du pouvoir, et aboutit à quatre expéditions armées fort coûteuses, mais aux résultats généralement peu concluants. Cependant, ce même objectif stimula incidemment les explorations maritimes postérieures, menées au large des côtes méridionales du Maroc, dans l'idée d'attaquer l'ennemi par le flanc. Les aspects politiques des expéditions maritimes commencèrent progressivement à dépendre de leurs aspects économiques: Madère et les Açores (d'abord atteints en 1427) se révélèrent extrêmement riches d'un point de vue agricole; puis, dans les années 1440, les esclaves et l'or rendirent l'exploration des côtes de l'Afrique de l'Ouest très profitable.



L'entreprise maritime acquit, elle aussi, progressivement une véritable légitimité sous le commandement de son principal instigateur, le prince Henri le Navigateur (mort en 1460), bien qu'elle restât, même dans l'esprit de ce dernier, subordonnée au projet de conquête du Maroc.

### Le « Roi parfait »

Les priorités furent inversées et les explorations ne devinrent une entreprise vraiment nationale que sous le règne de Jean II (1481-1495), le «Roi parfait». Jean II abandonna le Maroc, qui avait été la principale préoccupation de son père, Alphonse V, surnommé à juste titre «l'Africain». Jean II abandonna également la prétention de ce dernier au trône castillan, ce qui avait entraîné une guerre désastreuse en 1476, et il réprima la noblesse, dont le pouvoir s'était considérablement accru sous le règne précédent. À la place du militarisme, romanesque et féodal de son père, Jean II développa une politique en apparence plus prosaïque, mais finalement plus glorieuse, d'explorations maritimes systématiques, avec un nouvel objectif prioritaire, celui d'atteindre l'Inde. Bien que Jean II mourût avant que son but fût réellement atteint, c'est à lui que revient le principal mérite de cette expansion coloniale du Portugal. En effet, avant qu'il ne prenne en charge les explorations, en 1474, les Portugais avaient à peine franchi l'équateur; c'est au cours de son règne que Diogo Cam (ou Cão) reconnut le Congo et le sud de l'Afrique (1482-1485), puis que Bartolomeu Dias franchit le cap de Bonne-Espérance (en 1487-1488), et ouvrit ainsi la route vers l'Asie.

Le retour des Indes de l'expédition de Vasco da Gama (1498-1499), chargée d'épices, ouvrit deux décennies d'intense activité, durant lesquelles le Portugal chercha à ponctionner avec avidité les fabuleuses richesses de l'Asie. L'expédition de Cabral, qui découvrit le Brésil par hasard en 1500, aborda, comme Vasco de Gama, à Calicut quelques mois plus tard. L'océan Indien était dès lors contrôlé par les Portugais, ce que confirmèrent la victoire de Francisco de Almeida sur les forces navales musulmanes en 1509 et les conquêtes, par Afonso de Albuquerque, des positions clés du littoral, à Goa (1510), Malacca (1511) et Ormuz (1515). L'occupation des côtes africaines par les Portugais fut aussi renforcée.

Une colonie fut fondée à Macao en 1557, pour contrôler le commerce avec la Chine; les possessions portugaises se trouvaient réparties sur presque toute la surface du globe, sans cependant correspondre à un important territoire. En Asie, l'empire resta en effet strictement commercial, dépendant du contrôle de quelques points clés, sans chercher à s'étendre territorialement aux dépens des royaumes locaux. En revanche, un empire terrestre commença lentement à prendre forme dans les zones secondaires et peu peuplées du Brésil, menacées par les incursions françaises des années 1530 à 1565, et en Angola, après 1575. Le traité de Tordesillas, en 1494, consacre la position éminente du Portugal, et l'assure de larges possessions outre-mer.

### Un empire peu dynamique

L'État exerça un contrôle strict sur le commerce et sur l'empire, établissant son monopole sur les épices et parvenant à ruiner l'alliance économique entre les Vénitiens et les Turcs ottomans. Cependant, aucun des souverains – Manuel Ier, de 1495 à 1521, Jean III, de 1521 à 1557, et les régents, de 1557 à 1568 – ne joua de rôle personnel décisif, leur contribution se limitant à maintenir les priorités établies sous le règne de Jean II: réduction des dépenses au Maroc et relations pacifiques avec l'Espagne, à travers un jeu d'alliances matrimoniales et de nombreux traités afin de s'assurer que l'empire maritime portugais n'entrât pas en conflit avec l'empire espagnol naissant.

Cette nouvelle prospérité permit ainsi aux nobles et au clergé de se livrer à de très importantes dépenses, et entraîna la croissance rapide de la ville de Lisbonne, plaque tournante du commerce. Mais seule une très petite partie de ces richesses fut utilisée pour élargir les bases économiques de l'État dans son ensemble. On assista plutôt à l'apparition d'un double système économique, au sein duquel les productions agricoles locales et les produits des manufactures urbaines stagnaient, tandis qu'un nouveau type d'activité commerciale intense ne profitait qu'à quelques petits groupes. De plus, les principaux agents potentiels d'une transformation profonde de l'économie, les juifs portugais, furent victimes de l'intolérance royale et populaire qui, venant d'Espagne après leur expulsion de ce pays en 1492, se répandit au Portugal. L'exemple de l'Espagne et les tensions religieuses engendrées dans toute l'Europe par la Réforme aboutirent également à l'établissement de l'Inquisition portugaise (1536), laquelle finit par limiter très sérieusement le dynamisme et le champ d'action de la vie intellectuelle bouillonnante qui avait commencé de se développer.

Les vieux fantômes du Maroc et de la Castille, apparemment laissés de côté après 1481, recommencèrent à hanter le Portugal lorsque Sébastien (dom Sebastião) accéda au trône en 1568. L'imprudent jeune roi lança le Portugal dans une politique d'agression contre le Maroc qui s'acheva par le désastre de Ksar-el-Kébir (Alcazarquivir, 1578), au cours duquel le roi trouva la mort et l'armée portugaise fut anéantie. Les Aviz, bien qu'extrêmement affaiblis, cherchèrent encore à se maintenir sur le trône malgré les prétentions du roi d'Espagne, le Habsbourg Philippe II. Or les prétentions de celui-ci se trouvaient fondées en raison d'une ancienne politique d'alliances matrimoniales ; après la mort d'Henri le Cardinal, en 1580, les Aviz perdirent le trône, et le Portugal fut annexé par l'Espagne; ainsi prirent fin quelque quatre siècles d'indépendance portugaise, la péninsule Ibérique se trouvant désormais réunifiée sous une seule et même couronne.

### **L'union avec l'Espagne**

L'union avec l'Espagne signifiait la réunion des deux empires coloniaux qui avaient émergé dans les années 1490, ainsi que l'engagement profond du Portugal dans les affaires

paneuropéennes des Habsbourg d'Espagne. La soudaine extension du champ d'action portugais ne fut pas tout d'abord sans intérêt pour son commerce ou sa noblesse.

Cependant, comme de nombreux ennemis de l'Espagne devinrent également ceux du Portugal, une des conditions fondamentales qui avaient permis l'essor de l'empire portugais — ses relations pacifiques avec l'Europe — disparut bientôt.

Les Hollandais se montrèrent ses principaux adversaires; ils commencèrent par attaquer en Afrique en 1598, puis s'emparèrent des principales îles à épices des Indes orientales (Indonésie) en 1605, de Malacca en 1641, de Ceylan en 1658, et, finalement, de la côte de Malabar, au sud-ouest de l'Inde, en 1663. Les Portugais ne conservèrent en Asie que Goa, Macao, Timor, et ce que les Hollandais voulurent bien leur laisser en matière de commerce. En Afrique, après maintes vicissitudes, les Portugais firent en sorte de se maintenir dans la plupart de leurs possessions. Le Brésil, qui avait développé une importante économie sucrière durant le XVI<sup>e</sup> siècle, tomba largement aux mains des Hollandais dans les années 1630 et 1640, mais des rébellions locales (1645-1654) le rendirent à la domination portugaise. Ainsi, le premier empire commercial mondial fut réduit à un domaine essentiellement atlantique. Cependant, d'une certaine façon, cet empire était plus puissant qu'avant, car sa base territoriale était désormais plus solide.

La rancœur contre la domination espagnole s'amplifia pour des raisons venues tant de la métropole que de l'empire tout entier. L'union avait été proclamée en tant qu'union personnelle; à l'intérieur de celle-ci, chaque partie de la monarchie des Habsbourg devait jouir d'une autonomie quasi complète. Or, si Philippe II d'Espagne (Philippe I<sup>er</sup> de Portugal) respecta cet accord, la logique de la situation conduisit à sa violation de plus en plus fréquente sous le règne de ses successeurs, spécialement dans les années 1630 lorsque le principal ministre de Philippe IV, Olivares, tenta de prélever le plus de ressources possible des domaines des Habsbourg afin de renflouer les caisses du royaume espagnol à la suite de sa défaite dans la guerre de Trente Ans. Aussi, profitant à la fois d'une révolte en Catalogne et de l'aide de Richelieu, le duc de Bragance se rebella contre Philippe IV. Il fut acclamé roi le 1<sup>er</sup> décembre 1640, sous le nom de Jean IV (1640-1656); commença alors la Restauração.

### **La dynastie des Bragance**

Jean IV tint le même rôle que Jean I<sup>er</sup> : l'Espagne étant aux prises avec la France, le roi en profita pour fortifier la défense du territoire, sur mer comme sur terre, et pour développer une stratégie d'alliances. Ce dispositif défensif permit aux Portugais de résister à une nouvelle invasion et de triompher des Espagnols près d'Estremoz (1665). L'Espagne n'avait plus qu'à reconnaître l'indépendance définitive du Portugal (1668).

Assez avisé, en outre, pour reprendre aux Hollandais quelques-unes de ses possessions, le Portugal semblait néanmoins chercher un nouvel essor. La renaissance nationale qui eut lieu sous la dynastie des Bragance ne fut pas aussi florissante que celle qu'avait connue le pays sous la maison d'Aviz. Jean IV, Alphonse VI, Pierre II, et Jean V, qui régnèrent successivement entre 1640 et 1750, se révélèrent tous de piètres monarques. Libéré du joug espagnol, le pays s'installa dans une relation de dépendance vis-à-vis de l'Angleterre, pour préserver sa sécurité à long terme, à la fois contre les Espagnols et les Hollandais. Les nombreuses guerres et la perte du commerce asiatique engendrèrent des difficultés économiques pendant deux générations, à partir de 1640. Les nouvelles opportunités qui se présentèrent au Brésil, avec la découverte de l'or dans les années 1690 et des diamants dans les années 1720, se révélèrent cependant incapables de transformer l'économie domestique. Bien au contraire, car la dépendance économique du Portugal vis-à-vis de l'Angleterre entraîna une dépendance politique, tandis qu'une série d'accords aboutissant au traité de Methuen (1703) permettait la libre entrée des vins portugais sur les marchés britanniques en échange de l'ouverture du pays à l'écrasante concurrence des industries anglaises de produits manufacturés, notamment textiles. Ainsi, la seule trace positive qui subsistât de l'expansion minière après 1690 fut une nouvelle série de constructions royales somptueuses, spécialement sous le règne du fastueux Jean V (1706-1750).

Ce fut seulement avec l'arrivée du marquis de Pombal, secrétaire d'État tout au long du règne de Joseph Ier (dom José, 1750-1777), que le Portugal sortit de la léthargie dans laquelle il semblait s'être installé. L'objectif de Pombal était de redonner leur dynamisme à l'économie et aux sociétés portugaises. Ses réformes s'appliquèrent dans tous les domaines: les finances, l'armée, l'éducation, l'agriculture, le commerce, l'industrie et les relations extérieures. Type même du «despote éclairé», Pombal gouverne le pays d'une main de fer jusqu'à la mort du roi. Il modernise le Portugal dans tous les domaines. Deux aspects de son oeuvre peuvent être mis en exergue: l'expulsion des jésuites et la confiscation de leurs biens en 1759 (il obtient même du pape la suppression de leur ordre en 1773), et la création de compagnies à monopole pour lutter contre la contrebande, suivie de l'implantation de manufactures, avec l'aide du Trésor royal. L'hostilité et même la haine engendrées par l'application de ces mesures, s'ajoutant au fait que Pombal n'était pas de sang royal et ne bénéficiait d'aucun soutien révolutionnaire de la part de la population, conduisirent à une réaction, qui eut lieu aussitôt après la mort de Joseph Ier. Les efforts de Pombal pour la modernisation du pays ne furent pas totalement anéantis, mais, dans l'ensemble, le Portugal redevint ce somnolent pays, qui s'était mué en une sorte de parasite, dépendant économiquement du Brésil et politiquement de la Grande-Bretagne; de plus, le pays n'était prêt à affronter les turbulences bientôt engendrées par la Révolution française et la révolution industrielle.

## **Le XIXe siècle**

L'équilibre du Portugal de la Restauração fut rompu, non par Pombal, mais par Napoléon, qui décida de détruire cet allié de la Grande-Bretagne. Ses troupes, commandées par Junot, conquièrent le pays sans difficulté, à partir de bases établies en Espagne, en novembre 1807, ce qui conduisit la famille royale à s'enfuir au Brésil. Le soulèvement des Espagnols contre Napoléon, en mai 1808, provoqua des révoltes jusqu'au Portugal, ce qui permit l'entrée des forces britanniques de Wellington. Mais il fallut encore trois ans de lutte, sous commandement britannique plutôt que portugais, pour repousser les envahisseurs français, qui durent se retirer définitivement en 1811.

À la mort de Joseph Ier, sa fille Marie Ire de Bragance lui succéda sur le trône (1777-1816); mais elle devint démente en 1792, et ce fut son fils, le futur Jean VI, qui assura dès lors la régence. Aussi une situation assez explosive existait-elle à la fin de la guerre: en l'absence prolongée de Jean VI, qui projetait de faire du Brésil, plutôt que du Portugal, le centre de son empire, la régence, dominée par les Britanniques, gouvernait de façon répressive. Les dommages de guerre étaient très importants, et l'économie ne put se relever, la Grande-Bretagne ayant obtenu un accès direct aux marchés brésiliens, réduisant encore le rôle du Portugal comme intermédiaire. Dans de telles conditions, les courants libéraux qui étaient apparus pendant la Révolution française gagnèrent du terrain et conduisirent, après une tentative infructueuse, en 1817, à une révolte réussie, en août 1820.

## **La lutte constitutionnelle**

La période de lutte pour le pouvoir qui s'ensuivit traversa trois phases différentes, et ne s'acheva qu'en 1851.

La révolution de 1820 déclenchée à Porto donna le pouvoir à une faction de radicaux modérés; Jean VI, de retour du Brésil en 1821, dut octroyer une Constitution démocratique en 1822, ce qui lui valut l'opposition de son fils cadet dom Miguel, chef des absolutistes. Cette phase prit fin en 1823 quand, influencée par l'échec d'une révolution similaire en Espagne, une coalition de modérés et d'absolutistes s'éleva contre le régime, qui n'avait pas réussi à obtenir le soutien de la population. Une tentative de compromis – proposée depuis le Brésil, par Pierre IV, qui avait succédé à Jean VI en 1826 et aussitôt abdicqué en faveur de sa fille Marie II de Bragance (Maria da Glória) – aboutit à l'octroi d'une charte constitutionnelle limitée en 1826, mais échoua lorsque dom Miguel usurpa le pouvoir en 1828 (Michel Ier).

Le règne de la terreur exercée par dom Miguel poussa alors les radicaux et les modérés à s'allier contre lui, mais il se montra plus difficile à déloger que ses prédécesseurs démocrates. C'est seulement après une guerre civile et l'intervention britannique de 1832-1834 (les guerres Miguélistes) que Marie II – dont la succession était devenue le symbole des forces anti-absolutistes – accéda au trône.

Enfin, après l'établissement du principe de la règle constitutionnelle, une lutte s'instaura au sujet de ses modalités d'application. Les chartistes, conservateurs modérés, partisans de la charte de 1826, s'opposaient aux septembristes, plus démocrates, ainsi nommés en référence à la révolution qu'ils avaient fomentée en septembre 1836, qui souhaitaient une version modifiée de la Constitution de 1822. Les principaux dirigeants septembristes furent Manuel Passos et le général Sá da Bandeira; le principal dirigeant chartiste après 1842 fut un civil, Costa Cabral. Il revint au maréchal-duc de Saldanha de maintenir l'équilibre des pouvoirs entre les différents partis; ceux-ci, tout au long de leur conflit, cherchèrent à se concilier la reine, qui régna jusqu'en 1853, et courtoisèrent même les miguélistes, qui restaient très puissants dans les campagnes. Cette phase connut moins d'épisodes sanglants que la précédente, malgré de nombreuses révoltes et une guerre civile, de 1846 à 1847. La lutte constitutionnelle s'acheva en 1853 lorsque Saldanha, parvenant à élaborer un compromis qui penchait davantage vers le libéralisme modéré de la charte de 1826 que vers les Constitutions plus progressistes de 1822 et 1838, ouvrit une nouvelle ère de stabilité politique, la *Regeneração*.

### **La Regeneração**

La stabilité politique, malgré une brève période de troubles aux environs de 1870, ne fut pas sérieusement menacée avant les années 1890. Durant ces quarante années, les conflits qui agitaient l'élite furent étouffés, tandis que les principaux clans, qui émergeaient de la large coalition de Saldanha – les *regeneradores*, conservateurs, et les *progressistas*, plus orientés vers les réformes – se succédèrent au pouvoir de façon pacifique, au moyen d'un système d'élections manipulées et de tractations secrètes. Si un consensus politique put être créé, ce fut en imposant à la noblesse et au clergé l'abolition de certains de leurs privilèges et la diminution de leur pouvoir – abolition de l'Inquisition et des ordres monastiques, restitution par le clergé de ses propriétés terriennes –, ainsi que grâce au renoncement, par chacun des groupes politiques, à toute tentative de mobiliser l'armée ou la population en leur faveur.

### **Un développement économique incertain**

Le Portugal souffrait d'un triple handicap économique. Son économie domestique n'avait jamais acquis ni vitalité ni diversité, à cause notamment de sa dépendance extrême vis-à-vis des ressources coloniales, qui remontait au XVI<sup>e</sup> siècle; de plus, les longs conflits qui s'étendirent de 1808 à 1851 l'affaiblirent davantage; enfin, l'indépendance du Brésil (1822) et, dans une moindre mesure, l'abolition du commerce des esclaves mirent un terme aux principales sources de richesses venant d'outre-mer.

Entrepris d'abord sous la direction de Mousinho da Silveira, dans les années 1830, mais surtout dès le début de la longue carrière ministérielle du *regenerador* Fontes Pereira de Melo, dans les années 1850, de nombreux efforts furent faits pour stimuler le développement économique. Bien que ceux-ci aient empêché une détérioration ultérieure et fourni quelques-unes des bases d'une économie moderne (voies ferrées, banques, réforme agraire modérée, enseignement technique), ils ne furent pas suffisants pour tirer le Portugal de sa pauvreté originelle. On ne put pas davantage trouver de moyen de dépasser la crise dans le mouvement des années 1870 et 1880, qui visait à créer le «troisième empire» du Portugal en Afrique, malgré son ampleur. En effet, l'Angola et le Mozambique ne se révélèrent pas les mannes escomptées et n'apportèrent, pendant de nombreuses décennies, que le souci supplémentaire d'avoir à convertir des territoires insuffisamment peuplés en véritables colonies, capables de résister aux tentatives d'annexion des Britanniques et des Allemands.

En grevant lourdement le budget et en soumettant le Portugal à une concurrence défavorable avec les grandes puissances, la politique expansionniste en Afrique fut un facteur déterminant dans la crise finale de la monarchie. On peut dater le début de cette crise, de façon plus précise, de l'humiliation nationale ressentie en 1890, lorsqu'un ultimatum britannique força le Portugal à rappeler l'expédition de Serpa Pinto, qui essayait d'opérer la jonction entre l'Angola et le Mozambique via l'intérieur du continent. Cette révélation de la fragilité portugaise contribua à ternir la réputation du nouveau roi, Charles I<sup>er</sup> (dom Carlos, 1889-1908), et apporta de nombreux partisans au mouvement républicain, qui avait commencé à s'enraciner dans les centres urbains dans les années 1870.

### **La chute de la royauté**

Un mouvement de révolte républicaine fut écrasé à Porto en 1891, mais la situation de la monarchie continua de se détériorer, à cause d'une sérieuse crise financière, de la dislocation progressive des anciens partis corrompus, et des pratiques anticonstitutionnelles que Charles I<sup>er</sup> sanctionnait périodiquement, au milieu d'une instabilité ministérielle permanente. En outre, contribuèrent à son déclin le mécontentement de l'armée et un accroissement de la contestation sociale, tandis qu'émergeait une classe ouvrière dans les

viles, et qu'une croissance rapide de la population engendrait des tensions dans les campagnes; enfin, un certain détachement se manifesta de la part des intellectuels, qui, depuis les années 1840, avaient connu une renaissance que seule celle des années 1500 avait surpassée.

En 1906, le roi essaya d'enrayer la crise, en accordant des pouvoirs semi-dictatoriaux au Premier ministre, João Franco.

Mais cette orientation souleva l'opposition et contribua à provoquer l'assassinat de Charles Ier et du prince héritier Luis Filipe le 1er février 1908. Son successeur, Manuel II, chercha à mettre un terme à l'effritement du pouvoir royal en destituant son Premier ministre et en rétablissant la loi constitutionnelle, mais le déclin de la monarchie était déjà trop avancé. En août 1910, les élections accordèrent une large majorité aux républicains, à Lisbonne et à Porto, et, le 5 octobre suivant, un soulèvement militaire renversa le roi sans difficulté et proclama la république.

### **La République portugaise**

La République portugaise de 1910-1926 est marquée par sa très grande instabilité: elle connut en effet quarante-huit gouvernements, sept présidents, dont un seul termina son mandat, au moins vingt-cinq tentatives de coup d'État ou de révolutions, et de nombreux crimes politiques, dont celui d'un président et d'un Premier ministre. Ses dirigeants ne firent pas preuve des qualités indispensables en matière de gestion de l'État, et ils eurent tendance à manquer de la perspicacité et de la discipline nécessaires pour affronter les immenses problèmes que leur avait légués la monarchie.

Mais une instabilité considérable préexistait déjà dans les deux dernières décennies de la monarchie, et la République eut à affronter la grande crise qui secoua l'Europe de 1914 à 1923.

### **Une période de réformes**

La première phase de la République, en 1916, fut la plus productive. Le régime institua d'importantes réformes éducatives, politiques, et sociales, et parvint davantage à enrayer le déficit budgétaire chronique qu'à aucune autre période du siècle précédent. Le gouvernement civil fut maintenu, malgré les tendances prétorienues qui étaient apparues dans l'armée en partie à cause de la contribution des militaires à la révolution de 1910. La République survécut aussi à divers soulèvements d'idéalistes monarchistes et à la vague d'agitation qui couvrait dans la classe ouvrière et qui déferla en 1911-1912, sous l'effet de la liberté récemment retrouvée.



Bien qu'un grand pas fût accompli durant cette période, l'opportunité d'implanter la République de façon à lui permettre d'affronter les tempêtes futures s'évanouit. De tendance radicale et jacobine, les républicains inaugurèrent leur gouvernement en prenant des mesures anticléricales très sévères qui fournirent à leurs opposants un solide terrain d'entente qui débordait largement le cadre des seuls monarchistes; ainsi, leur politique leur aliéna inutilement de larges secteurs du nord rural, à forte densité de population. Les républicains voulaient promouvoir un certain changement dans la société, mais c'est cette fois leur modération qui les empêcha d'entreprendre les mesures draconiennes qui leur auraient fait gagner l'adhésion du prolétariat urbain, peu nombreux mais cependant puissant. Et ils se livrèrent à des querelles politiques acharnées, surtout contre le principal dirigeant de cette période, Afonso Costa, leader de la faction républicaine la plus importante, celle des démocrates.

### **Le déclin**

La République, cependant, n'était pas condamnée d'avance au chaos. Son déclin commença lorsqu'elle fut entraînée dans le maelström de la politique internationale durant la Première Guerre mondiale. Même pendant la période où le Portugal resta neutre, la guerre exacerba le conflit politique et bouleversa l'économie, faisant notamment monter le cours du blé, ce qui représenta une catastrophe pour cette nation qui importait ses denrées alimentaires. La décision de Costa d'entrer en guerre aux côtés des Britanniques, en 1916, soumit dès lors l'économie à une très forte pression, accroissant les tensions politiques, après une courte période de resserrement des rangs derrière le drapeau national, et raviva les tendances putschistes de quelques factions militaires. Une révolte dirigée par le commandant Sidónio Pais écarta du pouvoir Costa et le président Bernardino Machado, en décembre 1917. Cherchant à établir un régime présidentiel militaro-civil semi-dictatorial, le charismatique Pais réussit à gagner, pour une large part, le soutien populaire, mais non l'adhésion des groupes politiques les mieux organisés. Après une année d'exercice du pouvoir très mouvementée, il fut assassiné.

La légitimité de la République aurait pu être peu à peu restaurée, malgré l'intermède Pais, si la crise engendrée par la guerre s'était achevée avec la guerre elle-même. Cependant, les privations du temps de guerre et l'exemple de la révolution russe entraînèrent, au Portugal comme dans d'autres pays européens, le plus grand soulèvement ouvrier de l'histoire. L'économie, lourdement affectée par les dettes de guerre, une inflation galopante et la désagrégation des cadres du commerce international, vacillait dangereusement. Le cours de l'escudo tomba ainsi de 7,54 pour une livre sterling, en 1919, à 127,40 en 1924. Au milieu d'une telle instabilité, des groupes monarchistes, après une période de calme, tentèrent de nouveaux soulèvements, ainsi que des aventuriers militaires de tous bords. De janvier 1919

jusqu'au 19 octobre 1921, lorsque le Premier ministre Granjó et quatre autres hommes politiques importants furent assassinés, le Portugal fut sans arrêt dans la tourmente. Bien que l'intensité des conflits diminuât quelque peu par la suite, la République avait reçu un coup mortel.

Les quatre dernières années de la République correspondent en effet à une accalmie: l'agitation ouvrière diminua en 1923; l'économie se stabilisa en 1924; la fièvre anticléricale retomba et les relations avec l'Église furent abordées d'un point de vue plus réaliste; les premiers pas furent accomplis en direction d'importantes réformes sociales, dont la nécessité se faisait sentir depuis longtemps. Cependant, les partis, qui commençaient à se désagréger, continuèrent à se quereller, et l'avènement des dictatures de Mussolini en Italie et de Primo de Rivera en Espagne encouragea ceux qui souhaitaient en finir avec le gouvernement parlementaire. Un coup d'État militaire, perpétré en mai 1926, aboutit rapidement à la création d'une dictature militaire, sous les ordres du général António Carmona.

Comme en Italie et en Espagne, le coup d'État n'était pas dirigé contre une menace imminente de la gauche, mais se produisit après que le pire moment de la crise d'après-guerre fut passé. À l'inverse de ce qui se passa dans ces deux pays, la dictature déclencha une immense révolte populaire: Porto et Lisbonne se soulevèrent en février 1927, quelques révolutions ou coups d'État militaires éclatèrent jusqu'en août 1933, qui échouèrent, et une nouvelle crise économique frappa le pays. Une résistance aussi importante porte à croire que la république parlementaire n'avait pas été aussi impopulaire ou discréditée que ses détracteurs le proclament.

### **L'Estado novo**

La crise économique qui suivit le coup d'État fut jugulée par António de Oliveira Salazar, professeur d'économie, catholique, invité à reprendre le ministère des Finances en avril 1928 – poste qu'il conservera jusqu'en 1940. Devenu le personnage clé du cabinet en 1930, Salazar élaborait un système politique à l'intérieur duquel il bénéficiait, en tant que Premier ministre à partir de 1932 et jusqu'en 1968, d'un pouvoir dictatorial, tandis que le président Carmona et les militaires se trouvaient confinés à un rôle de modérateur. Le régime conserva cependant, au moyen de simulacres d'élections, d'une Assemblée dépourvue de pouvoir et de partis d'opposition fantoches, la plupart des formes apparentes de la République, imprégnée des vagues principes de ce qui devait être connu sous le nom d'*Estado novo* («État nouveau») : l'unité de la patrie, le développement des colonies en Afrique, et le corporatisme catholique.

L'ensemble fut officiellement adopté dans la nouvelle Constitution de mars 1933, et étayé par de nombreux décrets sur le travail en septembre. La législation civile opérait sur des bases militaires; la dictature était masquée par des apparences d'élections; la suppression du parti ouvrier en métropole et la répression permanente des populations noires dans les colonies africaines étaient justifiées au nom de l'unité nationale et raciale.

Le système dictatorial de l'Estado novo était étroitement lié à la personnalité de son fondateur: Salazar, homme courtois, aux paroles mesurées, et à l'allure modeste mais élégante, désarma psychologiquement son opposition intérieure et acquit d'abord peu à peu une bonne réputation à l'étranger. L'implantation de l'Estado Novo de Salazar résulta largement de l'épuisement à la fois du peuple et de l'armée, après la tourmente des années 1918-1928. Le régime persista parce que, malgré son qualificatif de «nouveau», il ne prit aucune initiative importante dans le domaine social ou national. Même son corporatisme et son catholicisme furent mis en sourdine: une véritable structure corporatiste ne vit jamais le jour, et nombre de statuts anticléricaux de la République restèrent inscrits dans les livres. L'objectif, pour l'économie, fut toujours davantage la stabilité que la croissance. Et il n'y eut jamais aucune initiative audacieuse en matière de politique étrangère.

Ainsi, anachronique et manquant d'esprit d'innovation, le régime est à l'image de la personnalité de son fondateur: anticommuniste, nationaliste, secret. L'anticommunisme place le Portugal de Salazar dans la catégorie des régimes dictatoriaux qui voient le jour en Europe dans les années 1920 et 1930 – l'Italie de Mussolini, l'Allemagne de Hitler, l'Espagne de Franco notamment. Le nationalisme conservateur de Salazar, fortement inspiré des théories de Maurras, est teinté d'une nostalgie de la grandeur perdue, et ce sont les réminiscences de l'empire colonial qui pousseront le régime dans de coûteuses expéditions outre-mer. Secret, le professeur Salazar l'était déjà lorsqu'il enseignait à Coimbra, et sa personnalité, une fois au pouvoir, semble tout autant difficile à saisir, le dictateur renonçant, à l'inverse d'Hitler et de Mussolini, à ces rassemblements de foules qui sont pourtant souvent caractéristiques de ce type de régimes. Mais secret il l'est surtout dans sa manière de contrôler, et même de museler, la vie politique et intellectuelle.

Ainsi, Salazar s'appuie particulièrement sur la terreur qu'exerce la police secrète, la PIDE.

Les crises du régime furent relativement rares dans ses vingt premières années: une vague de soulèvements menés par des factions militaires dissidentes, et bénéficiant d'un certain soutien populaire, entre 1931 et 1933; le danger de voir s'installer, aux portes du pays, un gouvernement antagoniste, si les nationalistes perdaient la guerre civile d'Espagne; la mince éventualité que le Portugal puisse être entraîné, contre son gré, dans la Seconde Guerre mondiale; la crainte que l'enthousiasme démocratique de l'immédiat après-guerre puisse

conduire à une intervention étrangère ou à la reprise d'une agitation intérieure. Ainsi, la défaite de l'Axe redonne l'espoir d'un changement: des révoltes éclatent (1946, 1947), mais l'opposition, ne pouvant s'exprimer, est battue à l'élection présidentielle de 1949 et de 1951, puis aux législatives de 1953. De plus, la reconnaissance internationale du Portugal renforce le régime (adhésion à l'OTAN, le 4 avril 1949, admission à l'ONU, en décembre 1955). Mais, à partir de 1953, on constate la reprise de l'émigration vers l'Amérique, signe de chômage et de misère.

Les réalisations de l'Estado novo, à part la restauration de la stabilité politique et financière, furent donc quasiment inexistantes: au début des années 1950, les colonies étaient encore somnolentes, l'analphabétisme sévissait de façon endémique au Portugal, et la position de l'économie, par rapport aux niveaux européens, était toujours aussi mauvaise.

Une forte reprise de l'activité eut cependant lieu dans la dernière partie des années 1950, grâce, pour l'essentiel, aux changements du contexte international. L'expansion sans précédent du capitalisme mondial, qui avait commencé aux alentours de 1955, stimula encore davantage l'urbanisation rapide et l'industrialisation du Portugal, ainsi qu'une émigration massive vers les pays d'Europe du Nord, demandeurs de main-d'œuvre. Dans les colonies africaines, les effets de cette expansion furent encore plus considérables, surtout en Angola, où l'on découvrit du pétrole et d'autres ressources minières. Indirectement, le changement économique modifia les attitudes politiques et sociales, en mettant un terme à l'isolement du Portugal et en exposant sa population à d'autres courants intellectuels que ceux que tolérait Salazar. Sur un plan plus personnel, le général Humberto Delgado et le capitaine Henrique Galvão reprirent le flambeau de la contestation, par de spectaculaires actes d'opposition, entre 1958 et 1961.

Le despotisme paternaliste de Salazar apparut dans les années 1960 comme fossilisé, incapable d'évoluer, surtout par comparaison avec un monde qui connaissait d'importantes révolutions sociales et intellectuelles. Sa chute fut précipitée par les guerres de libération qui débutèrent en 1961 dans l'Afrique portugaise. Ainsi, au moment même où les colonies promettaient de devenir, pour le Portugal du XXe siècle, ce que l'Asie et le Brésil avaient été autrefois au temps de la splendeur du pays, le régime fut plongé dans une action militaire coûteuse pour les conserver. Salazar ne sut reconnaître l'inutilité de cette tentative. Tandis que des pays beaucoup plus puissants – la Grande-Bretagne, l'Espagne, la Belgique et la France – se consacraient à rechercher des processus de décolonisation, certes parfois douloureux, le Portugal entreprit une terrible guerre pour défendre une nation «multiraciale» et «pluricontinentale». Or, nombre d'officiers qui furent engagés dans ces guerres coloniales, comprenant l'impossibilité de l'emporter face à des populations qui les

rejetaient, se détournèrent du régime et fournirent plus tard les cadres de la «révolution des oeillets». Salazar, pour sa part, restait attaché à l'idée d'un empire colonial portugais, et les groupes d'intérêts qui avaient émergé pendant cette dictature furent assez puissants pour continuer à s'imposer après sa destitution (1968) et sa mort (1970).

Ces mêmes groupes, surtout à l'intérieur de la police secrète et militaire, sur qui le pouvoir de Salazar avait toujours reposé en dernière analyse, annihilèrent aussi les nombreuses mais timides tentatives effectuées par son successeur, après 1968, Marcello Caetano, pour réformer la politique intérieure.

Les guerres onéreuses et vaines commencèrent progressivement à diviser jusqu'aux élites militaires et politiques. Elles radicalisèrent aussi la position de quelques officiers de l'armée, dont un groupe forma, en 1973, une organisation secrète appelée Mouvement des Forces Armées (MFA). La rupture entre les élites éclata au grand jour, en février 1974, lorsque le général António Spínola, probablement encouragé par Caetano, essaya d'instaurer de grands changements dans la politique coloniale. La vieille garde fut assez puissante pour contraindre Caetano à limoger Spínola, ainsi que le chef de l'état-major des armées, Francisco Costa Gomes, qui le soutenait. Mais la scission ouverte à l'intérieur de l'élite encouragea le MFA à tenter un coup d'État le 25 avril. Son succès fut assuré par le soutien massif et immédiat qu'il obtint de la population de Lisbonne, et par le ralliement de Spínola qui lui accorda des renforts, empêchant ainsi les unités anti-MFA au Portugal et au dehors de lui résister. Moins de seize heures après le début du coup d'État, l'imposant édifice construit par Salazar s'effondrait, tandis que Caetano remettait le pouvoir à Spínola et au MFA. Ainsi l'emporta la «révolution des oeillets»: une dictature vieille de quarante-huit ans était renversée presque sans un coup de feu, seuls cinq morts étant dus à la PIDE.

### **Le Portugal depuis 1974**

La nature du nouveau régime fut moins nettement définie que celui qui avait été mis en place après la révolte de 1910 contre la monarchie. En 1910, la victoire du mouvement républicain avait été assurée; bien que l'armée eût aussi joué un rôle déterminant, elle était désorganisée sur le plan idéologique, et n'avait pu intervenir de façon décisive qu'à partir de 1917; en 1974, la longue dictature de Salazar avait virtuellement éliminé tous les partis politiques, laissant un vide qui fut comblé par les militaires. La mobilisation populaire de 1910 se révéla beaucoup moins forte et moins étendue que celle de 1974; et, surtout, la classe ouvrière, qui ne constituait auparavant qu'une force secondaire, avait pris conscience de sa propre existence et acquis un véritable pouvoir. Enfin, à la différence de 1910, en 1974, le Portugal fut obligé de prendre des décisions politiques urgentes par rapport aux colonies. C'est pourquoi le régime instauré en 1974 connut presque aussitôt nombre de

turbulences alors que les factions militaires, les partis politiques naissants et les forces populaires enthousiastes tentaient d'agir et de s'influencer mutuellement.

La tentative du général Spínola de contenir la révolution pour qu'elle reste modérée, en limitant l'action des masses populaires et la décolonisation, échoua. Son éviction de la présidence le 30 septembre 1974, attribua le pouvoir au MFA, dirigé par le colonel Vasco Gonçalves, dont le gouvernement, bien que reconnaissant les avantages acquis par la classe ouvrière et l'indépendance totale des colonies, ne visa pas immédiatement un changement politique ou social plus radical.

À partir de janvier 1975 et jusqu'au 25 avril, tandis que le MFA se radicalisait progressivement et développait des liens étroits avec le parti communiste, il tenta de jouer un rôle politique dominant de façon permanente, malgré la résistance des socialistes et du parti populaire démocratique. La victoire remportée sur un coup d'État manqué, fomenté par la droite, en mars 1975, sembla assurer le triomphe du groupe MFA-communistes. Des nationalisations draconiennes s'ensuivirent, ainsi qu'un «pacte» imposé à tous les partis, garantissant au MFA un rôle institutionnel prédominant. En avril, cependant, les élections organisées pour choisir une assemblée constitutionnelle accordèrent la majorité aux partis prônant une prédominance civile, créant ainsi une double légalité.

Du 25 avril au 25 novembre 1975, une âpre lutte interne commença, lorsque la tendance pro-Gonçalves du MFA tenta d'assujettir les socialistes et le parti populaire démocratique. Cette tentative conduisit à une mobilisation de l'opinion catholique dans le nord ouvrier, contre Gonçalves, d'autres forces militaires de gauche dirigées par le général Otelo de Carvalho, et les communistes. La menace de guerre civile et le sentiment de répulsion devant l'éventualité d'une nouvelle dictature amenèrent les factions modérées du MFA et la plupart des autres dirigeants à se retourner contre Gonçalves, ce qui conduisit à son éviction en août. Une confrontation décisive se produisit le 25 novembre: une révolte d'unités militaires de gauche s'acheva par leur reddition aux unités militaires commandées par le lieutenant-colonel António Ramalho Eanes. Carvalho perdit tout pouvoir, et les communistes furent contraints d'adopter une position plus modérée.

Après le 25 novembre 1975, toute tentative de mouvement nettement dirigé vers la droite se solda par un échec. Un compromis émergea progressivement, au sein duquel les militaires joueraient un rôle important mais non dictatorial, et la société, bien que conservant son objectif socialiste, resterait pluraliste en politique et diversifiée dans le domaine économique.

La nouvelle Constitution portugaise fut promulguée en avril 1976, et des élections au Parlement furent organisées ce même mois. Les résultats semblèrent ratifier le compromis en maintenant la pluralité: Eanes, élu président en juin, choisit Mario Soares, le leader socialiste, comme Premier ministre.

Le gouvernement de Soares tomba en décembre 1977, à cause de ses propositions concernant les mesures d'austérité et de ses projets pour réformer la collectivisation de l'industrie et de l'agriculture. Il occupa encore ce poste en février 1978, mais quand les centro-démocrates se retirèrent en juillet de leur coalition avec les socialistes, il le perdit de nouveau. En novembre 1978, Carlos de Mota Pinto, plus conservateur, forma un gouvernement, mais celui-ci s'effondra également, en juin 1979. Les élections organisées en décembre 1979 donnèrent la victoire à une coalition de centre droit, l'Alliance démocratique, composée des sociaux-démocrates, des centro-démocrates et d'un petit groupe de monarchistes, et Francisco Sá Carneiro fut nommé Premier ministre. La mort de Sá Carneiro dans un accident d'avion, trois jours avant l'élection présidentielle du 7 décembre 1980, contribua sans doute à la défaite du candidat de l'Alliance démocratique, le général António Soares Carneiro, et à la réélection de Eanes.

En 1986, le Portugal devint le douzième membre de la Communauté européenne. Malgré l'élection (puis sa réélection en 1991) du socialiste Soares à la présidence de la République, la fin des années 1980 fut marquée par l'accession au pouvoir, en novembre 1985, du social-démocrate Aníbal Cavaco Silva (centre droit). Ce dernier entreprit des dénationalisations et privatisa l'information. Mais dès 1992, les tensions sociales s'avivèrent devant la rigueur de la politique économique qui cherchait à répondre aux critères de convergence du traité de Maastricht. Le Parti socialiste remporta ainsi les élections législatives de septembre 1995, avec Antonio Guterres qui devint Premier ministre, et l'élection présidentielle de janvier 1996, avec Jorge Sampaio. Cependant, malgré la réélection de ce dernier en 2001, le Parti socialiste essayait une cinglante défaite lors des municipales du mois de décembre. Prenant acte de cette sanction de l'opinion publique, Antonio Guterres présentait sa démission du poste de Premier ministre. En mars 2002, c'est le Parti social-démocrate (centre droit) qui sortait vainqueur des élections législatives anticipées, obtenant 40,12 % des suffrages (102 sièges), contre 37,85 % (95 sièges) pour le Parti socialiste. José Manuel Durao Barroso, président du PSD, a été appelé à former le nouveau gouvernement. Après la nomination de celui-ci à la présidence de la Commission européenne, en 2004, Pedro Santana Lopez lui a succédé, mais des remous au sein de sa coalition ayant entraîné l'instabilité du gouvernement, le président de la République prononça la dissolution du Parlement, tandis que le premier ministre annonçait sa démission et celle de son gouvernement à la fin de l'année. Les élections législatives anticipées de février 2005 donnaient la victoire aux

socialistes emmenés par José Socrates, qui, avec plus 45 % des voix, obtenaient la majorité absolue au Parlement (120 sièges sur 230). Cependant, c'est l'ex-premier ministre de centre-droit Anibal Cavaco Silva qui remportait l'élection présidentielle de janvier 2006.

Après avoir bénéficié des avantages de l'adhésion à la Communauté européenne, entre 1986 et 1992, le Portugal doit faire face aujourd'hui aux contraintes de l'intégration, ce qui provoque de vives inquiétudes.



## Climat

---

La présence de l'Atlantique apporte à la fois douceur et humidité au pays quasiment toute l'année. Toutefois, d'importants décalages se font sentir entre le Nord et le Sud, et entre le littoral et l'intérieur, ce dernier étant aussi froid l'hiver qu'il est chaud l'été (environ 40 °C). Les frileux choisiront les plages du Sud, même en hiver. La température de l'eau est en moyenne de 15 °C sur la côte ouest (il est quasiment impossible de se baigner entre Porto et Lisbonne) et de 21 °C en Algarve, la Méditerranéenne. En ce qui nous concerne, nous préférons les couleurs de la nature au printemps et à l'automne.

Dans le Sud, il n'est pas rare que des précipitations - raisonnables - sévissent en avril et mai. Pensez à emporter un imperméable et quelques petites laines. Attention : hôtels et appartements sont rarement équipés de chauffage pour l'hiver, et les Français habitués à un certain confort peuvent parfois souffrir du froid.

Lisbonne	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Jui.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
<b>T° moy.</b>	14	14	16	17	19	22	24	25	23	20	17	14

## Religion

---

La ferveur religieuse du Portugal n'a rien à jalouser aux pays européens profondément catholiques, comme la Pologne, l'Italie ou encore l'Irlande. Inutile d'évoquer Fátima, le Lourdes portugais, et les pèlerinages toujours très suivis de Bom Jésus, du monastère d'Alcobaça ou encore de Batalha. Tous les dimanches, de nombreux fidèles se pressent dans les églises. Mais depuis quelques années, ces dernières sont moins fréquentées. Si 90 à 95 % des Portugais est catholique, on remarque toutefois la montée de sectes religieuses telles que les Témoins de Jéhovah ou d'autres en provenance du Brésil, qui détournent les ouailles de leurs chapelles. À moins que ce ne fût la séparation de l'État et de l'Église, au sortir de la dictature salazariste en 1976, qui marqua une ouverture progressive du pays vers d'autres lieux. Quant à la religion musulmane, on estime qu'elle regroupe environ 15 000 fidèles.

## Langue

---

La langue officielle est le portugais quasiment la seule langue parlée au Portugal si on excepte quelques villages hispanophones frontaliers. Avec quelque 200 millions de Lusophones, elle est aujourd'hui la cinquième langue mondiale

Cette langue latine a pour ancêtre le galaïco-portugais, langue commune de la Galice et du nord du Portugal. Le Galicien et le Portugais se sont peu à peu différenciés (tout en restant très proches) et le portugais a été imposé à la moitié sud du pays au détriment des dialectes mozarabes parlés à l'époque où cette région était musulmane.

Environ 200 millions de personnes parlent aujourd'hui le portugais dans le monde. Il y a huit pays de langue officielle portugaise : le Portugal, le Brésil, le Guinée-Bissau, le Cap Vert, l'Angola, Saint Tomé et Prince, le Mozambique et le Timor oriental. À ces pays il faut ajouter les nombreuses communautés portugaises éparpillées de par le monde. Pour ne citer que les plus importantes : Canada et États-Unis, Venezuela, Argentine, Royaume-Uni, France, Belgique, Luxembourg, Allemagne, Afrique du Sud, Australie. Le portugais est la cinquième langue mondiale et la troisième langue européenne la plus parlée dans le monde.

## Economie

---

En l'espace de quelques années, l'image poussiéreuse, héritée du salazarisme, d'un pays d'émigration, pauvre et rural, s'est effacée au profit de celle d'un Portugal dynamique, en pleine modernisation et «bon élève de l'Europe». Pays de loin le plus pauvre de l'Europe communautaire lors de son adhésion en 1986, le Portugal a rattrapé une partie de ses retards, abandonnant même sa place de lanterne rouge à la Grèce. L'accélérateur européen a rendu possible ces rattrapages et cette modernisation, provoquant de nombreux bouleversements des structures de l'économie portugaise et son ouverture accrue.

### **L'accélérateur européen**

Composé de «régions particulièrement défavorisées» - celles dont le PIB par habitant est inférieur à 75 % de la moyenne communautaire -, le Portugal a largement bénéficié des fonds structurels et fonds de cohésion communautaires (près de 28 milliards d'euros sur la période 1989-1999). Malgré la sortie de «Lisbonne et vallée du Tage» de cette catégorie des «régions particulièrement défavorisées», celle-ci ayant atteint la moyenne communautaire, les dispositions de l'Agenda 2000, entérinées à Berlin fin mars 1999, ont prévu non seulement une reconduction des aides de l'Union européenne au Portugal mais même leur légère augmentation sur la période 2001-2006, malgré les craintes nées des perspectives d'élargissement de l'Union aux pays d'Europe centrale et orientale. Depuis la fin des années 1980, les drapeaux européens bleus étoilés se sont multipliés à l'entrée des chantiers. FEDER, FSE (Fonds social européen), FEOGA, BEI (Banque européenne d'investissement) sont devenus des sigles chargés de sens pour les Portugais, rapidement passés maîtres dans l'art de capter à Bruxelles ces financements à leur profit et de les intégrer dans de vastes programmes de développement et de modernisation de l'industrie (PEDIP), de l'agriculture, du système éducatif ou bien encore des infrastructures routières.

Présenté dès le début des années 1990 comme «le bon élève de l'Europe», ce qui irrite parfois les autorités, le Portugal a répondu présent lors de toutes les grandes échéances du calendrier communautaire. Les principales orientations de politique économique se sont inscrites dans la logique de la convergence nominale de l'économie portugaise. Rigueur budgétaire, lutte contre l'inflation, stabilité monétaire et libéralisation d'une économie largement étatisée lors du processus révolutionnaire de 1974-1975 ont ainsi été continûment privilégiées. Entrée de l'escudo - la monnaie nationale - dans les mécanismes de change du Système monétaire européen (en avril 1992, à l'occasion de la première présidence de l'Union européenne exercée par le Portugal), respect de quatre des cinq «critères de convergence» (seul le niveau d'endettement public excédant de deux points le seuil préconisé), admission dans la zone euro dès le 1er janvier 1999 ont jalonné ce parcours

souvent qualifié d'exemplaire au regard de la situation qui était encore celle de l'économie portugaise à la fin des années 1980.

### **Le grand bond en avant**

Malgré une modernisation et une ouverture timides amorcées tardivement dans les années 1960, l'économie portugaise accusait encore de graves retards lors du renversement de la dictature (1974), les principales richesses du pays étant alors sa main-d'œuvre bon marché, les transferts de capitaux réalisés par l'imposante population émigrée dans les pays riches d'Europe occidentale et, véritable dogme du salazarisme, la stabilité de la monnaie liée à la détention d'importants stocks d'or par la Banque centrale. Une fois passées les turbulences de la période révolutionnaire, grâce aux aides massives de l'Europe communautaire et aux orientations des politiques économiques menées depuis le milieu des années 1980 (rigueur, plans de développement, libéralisation, ouverture), un véritable boom économique s'est produit, le PIB enregistrant des taux de croissance élevés, le plus souvent supérieurs à la moyenne européenne (4,6 % en moyenne de 1986 à 1990, de nouveau depuis 1996 avec un pic de 4 % en 1998 et 3,3 % en 2000).

Sur le terrain de l'emploi, les résultats sont tout aussi probants puisque, si le Portugal enregistrait en 1986 l'un des taux de chômage les plus élevés de l'Europe communautaire, aujourd'hui, avec un taux officiel légèrement inférieur à 4 %, il suscite plutôt la convoitise de ses partenaires. En matière d'inflation, la lutte menée avec vigueur depuis le début des années 1990 a porté ses fruits : après plusieurs années de taux à deux chiffres, l'inflation a progressivement diminué, se stabilisant à 2,3 % en 1999, avec toutefois une légère remontée en 2000 (2,8 %), encore plus sensible en 2001.

### **Mutations et déséquilibres**

Pays rural dominé par un secteur agricole qui employait encore 45 % des actifs en 1960, le Portugal a vu en moins de trois décennies le secteur des services supplanter le secteur primaire. Celui-ci (agriculture et pêche) n'emploie plus que 12 % des actifs et ne représente que 4 % du PIB. À l'inverse, les services occupent 53 % de la population active et réalisent 66 % du PIB. Quant au secteur secondaire (industrie, construction et énergie), il rassemble 35 % des actifs et représente 30 % du PIB.

#### Agriculture

Au contact de l'Europe communautaire, le secteur agricole s'est modernisé et a fortement augmenté sa productivité.

Mais sa part dans l'économie s'est effondrée, provoquant dans plusieurs parties du territoire - Nord-est avec ses micropropriétés, Alentejo, région des grandes propriétés - un véritable

exode rural et un déséquilibre préoccupant entre littoral et intérieur des terres. Quant aux activités liées à la pêche, pourtant consubstantielles à l'histoire de ce peuple de marins, elles n'ont cessé de décliner. Plus gros consommateurs de poissons par habitant en Europe, les Portugais importent plus de la moitié de leur consommation. Les tonnages débarqués diminuent. La flotte de pêche est de plus en plus vétuste. Les petites conserveries ferment les unes après les autres, alors qu'une industrie d'avenir comme la congélation est contrôlée par la concurrence étrangère, espagnole notamment.

### Industries

Le secteur secondaire, relativement stable tant en matière d'emplois que de richesse produite, a également connu de profondes mutations internes. Ainsi les industries de transformation, dont les fleurons étaient le textile, les céramiques, la chaussure, le liège ou bien encore la réparation navale, ont vu émerger des secteurs à plus forte croissance comme celui de la construction automobile et de ses composants, de l'électronique et de la pharmacie. Certains secteurs traditionnels - le liège (1er rang mondial avec près de 50 % de la production), le bois, la pâte à papier et le textile-habillement (hors industrie du tissu, en déclin) - restent relativement prospères. Mais les secteurs industriels à plus forte valeur ajoutée sont aujourd'hui ceux des machines-outils, de l'électronique et des moules pour plastique où le Portugal fait partie des dix premiers producteurs et exportateurs mondiaux. Ce tissu industriel reste toutefois dominé par des petites et moyennes entreprises, souvent sous-capitalisées et dont près des trois quarts comptent moins de dix salariés.

### Construction et travaux publics

Quant au secteur de la construction et des travaux publics, avec 13 % du PIB, 11 % de l'emploi et surtout 50 % des investissements, il est l'un des secteurs clés de l'économie, et la croissance de celle-ci en est fortement tributaire.

Stimulé pendant plusieurs années par les imposants travaux liés à l'Expo'98 de Lisbonne (réseaux routiers et autoroutiers, gares, pont Vasco de Gama sur le Tage, extension du réseau métropolitain, réhabilitation des quartiers Est de la capitale), puis par ceux en vue du championnat d'Europe de Football en 2004 (construction de stades, de voies d'accès, d'installations hôtelières), ce secteur bénéficiera jusqu'en 2006 d'énormes investissements, partiellement financés par les fonds structurels et les fonds de cohésion européens, permettant de poursuivre la modernisation des infrastructures.

### Services

Les services sont devenus le secteur le plus dynamique de l'économie et le plus fort pourvoyeur de main d'oeuvre. Ici aussi, le Portugal s'est fortement européenisé, à l'image du secteur du commerce et de la grande distribution qui, avec la multiplication du nombre des hypermarchés et des grands centres commerciaux, au détriment du commerce de détail, a

favorisé le boom de la consommation des années 1990 et n'a aujourd'hui plus rien à envier aux autres pays européens. Le secteur des banques et assurances s'est également profondément restructuré, les privatisations ayant favorisé des regroupements et la constitution de grands groupes financiers (Banco Comercial Português, Banco Espírito Santo...), dont certains sont en partie contrôlés par des capitaux étrangers, notamment espagnols.

### Tourisme

Enfin, le secteur du tourisme a le vent en poupe. Avec plus de 12 millions de touristes en 2000 (contre moins de 3 millions en 1980), pour la moitié en provenance du Royaume-Uni (30 %) et d'Allemagne (20 %), et des recettes de près de 6 milliards d'euros avec une croissance annuelle moyenne de près de 8 % sur la période 1995-2000, le Portugal occupe la 15<sup>e</sup> place mondiale.

### **Échanges extérieurs**

Longtemps repliée sur elle-même et sur l'empire colonial au temps de Salazar, quasi autarcique dans les années 1930, l'économie portugaise avait timidement commencé de s'ouvrir au début des années 1960, notamment dans le cadre de l'Association européenne de libre-échange. C'est véritablement avec l'adhésion à l'Europe communautaire que les échanges du Portugal se sont intensifiés. L'économie portugaise est aujourd'hui largement ouverte sur le monde.

### Exportations

80 % des exportations portugaises (23 milliards d'euros) sont à destination des pays membres de l'Union européenne, en tête desquels l'Espagne (près de 20 %), l'Allemagne (18 %) et la France (13 %). Amérique du Nord (6,6 %), Afrique lusophone (2,6 %) et Amérique latine, principalement le Brésil (1,4 %), ont vu leur part augmenter sensiblement ces dernières années. Textile-habillement, chaussures, machines et matériel électrique, automobiles, bois, papier et pâte à papier, vins, enfin liège (65 % du commerce mondial) constituent les produits phares des exportations portugaises.

### Importations

Côté importations (38 milliards d'euros), les principaux fournisseurs sont également européens, avec une nouvelle fois l'Espagne (25 %), l'Allemagne (14 %) et la France (11 %). Le Portugal est fortement dépendant de l'extérieur pour les produits agro-alimentaires,

l'énergie et les matières premières qui grèvent lourdement la balance commerciale, de plus en plus déficitaire (15 milliards d'euros en 2000).

### Investissements

L'ouverture croissante de l'économie portugaise se confirme en matière d'investissements. Les investissements directs étrangers (IDE) au Portugal ont atteint près de 20 milliards d'euros en 2000, contre

4,3 milliards en 1995, soit une croissance annuelle moyenne de 37 % durant cette période. Avec près de 5 milliards d'euros, l'Allemagne domine largement, devant les Pays-Bas (3,1 milliards) et la France (2,5 milliards). Dans les années 1990, les capitaux espagnols avaient afflué au Portugal (notamment dans le secteur de la bancassurance), au point de susciter la crainte d'une sorte d'annexion économique du Portugal par Madrid et Barcelone, faisant (re)naître la méfiance ancestrale des Portugais à l'égard de leur puissant voisin.

Les investissements directs portugais à l'étranger (IDPE) ont également augmenté ces dix dernières années, atteignant 10 milliards d'euros en 2000, contre moins d'un milliard en 1995. En 2000, les pays de l'Union européenne ont représenté un peu moins de la moitié de ces investissements, contre 80 % en 1995. Cette diversification intéresse en premier lieu le Brésil, redevenu une sorte d'Eldorado pour les investisseurs portugais (40 % de l'IDPE en 1998 et 26 % en 2000), mais aussi, avec 3 %, l'Afrique lusophone (PALOP), et elle commence à traduire sur le plan économique cette lusophonie politique et culturelle qui a pris une relative ampleur depuis 1996 et la création de la CPLP (Communauté des pays de langue portugaise), regroupant le Brésil, le Portugal, les cinq PALOP et associant le Timor-Oriental.

## Cuisine

---

Les heures des repas sont légèrement plus tardives que les nôtres : le déjeuner a lieu vers 14 h et le dîner vers 20 h. Attention, en dehors de Lisbonne et des stations balnéaires, les restos ferment plutôt vers 22 h.



### ***Quelques plats typiques***

#### Les petiscos

Ce sont des tapas galiciennes généralement gratuite ou à bas prix. Elles sont souvent servies en accompagnement d'un verre de vin ou de bière. On y retrouve toutes les spécialités de la région : les plus connues sont celles à base de fruits de mer, d'empanadas ou de produits typiques comme les piments de Padrón

#### L'açorda de mariscos

Sorte de panade servie avec de l'ail, de l'huile, des œufs, de la coriandre, des crevettes, des palourdes, des clovisses et des épices

### Le caldo verde

Il s'agit d'une soupe aux choux traditionnelle du nord du Portugal, consommée dans tout le pays. Elle est épaisse et de couleur verte, faite avec des feuilles de choux coupées en tranches très fines



### Le cozido a portuguesa

Plat de viande de bœuf cuisant longuement à feu très doux dans un bouillon aromatisé par des légumes et un bouquet garni

### ***Quelques boissons typiques***

#### Le vinho verde

C'est un vin portugais de la région de Minho, dans le nord-ouest du pays. Son nom fait référence à la fraîcheur de sa jeunesse plus qu'à sa couleur puisque cette appellation produit des vins rouges, des vins blancs et quelques vins rosés



#### Le moscatel

Vin blanc doux sucré du Portugal dans la région de Setubal et du sud de l'Espagne, issu du cépage éponyme. Il s'apparente en France à un vin comme le Sauternes et autre Loupiac, à la différence qu'il se consomme essentiellement à l'apéritif, d'où son nom plus familier d'apéritif espagnol

#### La ginjinha

Le « ginjinha » est une liqueur portugaise à base de cerises griottes



## Culture

---





La culture du Portugal trouve ses racines dans la culture latine de la civilisation romaine, avec également un héritage celtibères (mélange de culture celtique pré-romaine et ibérique).

Le Portugal, pays avec une longue histoire qui a connu de nombreuses influences de civilisations étrangères, abrite des bâtiments à l'architecture remarquable, des arts, ameublements et collections littéraires qui sont des miroirs des événements qui ont forgé ce territoire et ses habitants. Les Portugais possèdent de nombreux sites culturels allant de musées jusqu'aux vieilles églises qui témoignent de son héritage culturel.

### **Le fado**

Le fado est une véritable institution au Portugal. Cette musique traditionnelle ancestrale, qui chante la *saudade*, n'a pas pris une ride. Il s'agit véritablement d'un art encore très pratiqué et adulé par les Portugais.

Se rendre au moins une fois dans une casa de fado semble incontournable, si l'on désire saisir la culture lusitanienne dans son sens le plus noble. Le fado constitue une sorte d'exutoire pour les Portugais, généralement nostalgiques de la grande époque du pays, celle des Grandes découvertes (15-16<sup>ème</sup> siècle).

## Fiche Santé

---

### ***Avant de partir***

On ne relève pas de risque sanitaire particulier au Portugal. Aucun vaccin n'est exigé pour entrer sur le territoire portugais. Par mesure de précaution, munissez-vous de la carte européenne d'assurance maladie, délivrée par votre caisse d'assurance maladie. Elle vous permettra d'être remboursé de vos frais médicaux, excepté les soins d'urgence. Aussi, il est conseillé de contracter une assurance complémentaire incluant le rapatriement. Généralement, ce type d'assurance couvre également le vol et la perte d'objets.

## Coutumes

---

- Les mains dans les poches : en vous rendant au Portugal, vous ne manquerez pas de remarquer, que parfois, votre interlocuteur, tout en discutant avec vous, garde les mains dans ses poches. N'allez pas croire qu'il se moque ou qu'il se fiche éperdument de vos propos. Cette apparente décontraction qui peut sembler aux français de la légèreté ou de l'incorrection, est une véritable habitude au Portugal.
- S'arrêter pour parler en face à face : Imaginez que vous marchiez avec un ami portugais le long d'un trottoir, tout en discutant. Soudain, il s'arrête, afin de continuer à discuter avec vous en face à face. Au bout d'un moment, vous repartez, et quelques mètres plus loin, vous vous arrêtez de nouveau pour continuer la conversation face à face. Ce manège risque de durer, tant que vous n'êtes pas arrivés à destination. Cette curieuse habitude peut être facilement observée, tranquillement assis à la terrasse d'un café. Asseyez-vous et observez. Un vrai spectacle en perspective ! Et ne croyez surtout pas que les interlocuteurs s'arrêtent pour se disputer. Pas du tout. Ils papotent.

## Formalités

---

Le Portugal est un pays de l'Union Européenne. Les formalités pour les ressortissants de l'Union Européenne sont réduites au minimum. Pour les autres, les besoins spécifiques sont stipulés ci-dessous :

Si vous êtes suisse ou faisant partie de l'union européenne : pour un séjour allant jusqu'à 3 mois, la carte nationale d'identité en cours de validité ou un passeport (même périmé de

moins de 5 ans) est suffisant. Si vous êtes ressortissants canadiens ou américains un simple passeport valide suffit. Il n'y a pas besoin de visa pour les séjours de moins de 3 mois.

## Transports

---

- La voiture

Depuis plusieurs années, le Portugal - aidé par les fonds de Bruxelles - s'est lancé dans une vaste entreprise de rénovation de son réseau routier. Le résultat est bien visible. Cependant, le Portugal est champion d'Europe de la mortalité automobile. Une vigilance absolue est donc recommandée. Les raisons de cette hécatombe : une conduite un peu pressante et des dépassements en plein virage. L'alcool est encore un autre problème.

- Le train

Pas la panacée, pour l'instant. Un indicateur des horaires, avec carte du réseau, paraît deux fois par an et est disponible dans les gares et les offices de tourisme. Par ailleurs, il y a des arrêts où il n'est possible que de monter ou que de descendre... Les retards sont quasi systématiques. Les trains portugais étant souvent bondés, pensez à réserver suffisamment à l'avance. Pour *les rapides (Alfa Pendular et Intercidades)*, la réservation est obligatoire.

Des billets (*Rover Tickets*) de 7, 14 ou 21 jours, permettant de se déplacer à volonté pour un prix fixe et en 1<sup>e</sup> classe uniquement, sont en vente dans les gares principales et dans les agences de voyages. Mais il ne semble pas que ces formules soient très rentables, à moins de vouloir connaître le pays de fond en comble... Valable uniquement sur les *Regionais*, *Inter-Regionais* et dans la région de Coimbra. Réductions (souvent - 30 %) pour les moins de 26 ans ou sur présentation de la carte d'étudiant. Valable à partir du 91<sup>e</sup> km sur les *Régionais* et les *Inter-Regionais*. Et demi-tarif pour les plus de 65 ans.

Plusieurs catégories de trains :

- les *Regionais* (*Regional* au singulier) qui constituent le réseau le plus étendu
- les *Inter-Regionais* (ce sont des omnibus)
- les *Intercidades* (plus rapides que les premiers).

L'*Alfa Pendular*, sorte de « TGV » portugais est le train qui relie l'extrême Sud (Faro) à l'extrême Nord (Braga), en passant par Lisbonne et Porto (entre autres). En plus de la ligne Lisbonne-Coimbra-Guarda, les 2 trajets les plus fréquentés sont Lisbonne-Porto et Lisbonne-Faro.

- L'autocar

Le réseau de bus, dense, est servi par de grands autocars confortables, plus rapides et plus fréquents que les trains, mais aussi souvent plus chers. Il est nécessaire de réserver plusieurs jours à l'avance en haute saison et la veille en mi-saison. Les bus de la compagnie nationale *Rede Expressos* (de loin la plus répandue) effectuent des liaisons directes les entre villes importantes. D'autres compagnies privées desservent aussi pas mal de destinations intérieures : *Eva*, *Renex*, *Rodonorte*, *Internorte*, etc. Dans certaines régions, il existe des compagnies locales.

- L'auto-stop

Les auto-stoppeurs en seront pour leurs frais, l'auto-stop est très peu pratiqué et assez difficile. Aussi nous ne conseillons pas ce mode de transport.

## Sources

---

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Portugal>

[http://www.routard.com/guide/portugal/277/geographie\\_et\\_climat.htm](http://www.routard.com/guide/portugal/277/geographie_et_climat.htm)

<http://www.linternaute.com/voyage/portugal/porto/climat-meteo/>

<http://www.routard.com/guide/portugal/281/traditions.htm>

<http://www.bibliomonde.com/donnee/portugal-les-langues-180.html>

<http://www.linternaute.com/voyage/portugal/sante-securite/>

<http://www.routard.com/guide/portugal/282/transports.htm>